



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

02/04/2020

## **Covid 19 : la lutte pour les priorités**

Coronavirus ou pas, Macron, son gouvernement et le Medef martèlent : « *il faut continuer à travailler* ».

Macron déclare un jour : *le pays en état de guerre sanitaire*, limite de façon drastique tous les déplacements, le lendemain au nom de la sacro-sainte raison économique il exhorte les entreprises et les salariés à poursuivre leur activité et appelle à « *la responsabilité des entreprises, nous devons continuer à produire, à faire tourner le pays* ».

Ses ministres, épaulés par le Medef, montent au front, **B. Le Maire** appelle les salariés « *à se rendre sur leurs lieux de travail, en prenant leurs précautions* (sic !!!) *pour organiser la sécurité économique du pays* », **M. Pénicaud** « *On a besoin de tout le monde sur le pont* », **Roux de Bézieux** « *Il n'est pas du tout interdit d'aller travailler dans les usines (...) il est non seulement permis mais impératif d'aller travailler. Il faut qu'on soit en capacité de repartir dès que la progression du virus aura cessé* ». Dans une déclaration commune avec **L.Bergé**, faite au JDD, ils déclarent « *Dans la période cruciale que le pays traverse, nous pensons que l'activité économique doit se poursuivre* », l'union est scellée...

Tous précisent que « *c'est dans le respect absolu de la sécurité des collaborateurs* ». Il faudrait déjà que cette sécurité soit garantie à ceux qui mettent en danger leur vie en assurant les « services essentiels au pays », ce qui n'est pas le cas.

**La réponse des travailleurs n'a pas tardé**, ils se mobilisent pour faire cesser le travail dans un grand nombre des « entreprises non indispensables à la vie de la nation », ou pour obtenir les moyens de protection indispensables dans les services publics, les entreprises, les commerces « vitaux ».

**Dans les hôpitaux publics** : mobilisation pour faire respecter les consignes de sécurité pour l'ensemble du personnel et pour que soient respectées les directives ministérielles telles que le dépistage du personnel présentant des symptômes et port du masque pour tous les personnels. Par exemple, par manque de matériel et de personnels, des hôpitaux de Loire Atlantique ne dépistaient que les cas graves et demandait aux agents atteints de « venir au boulot (sic) tant qu'il ne présentera pas des signes d'essoufflement ou une fièvre trop importante (Presse Océan, 26 mars)

**Dans les Ehpad** pour obtenir des masques, des blouses, du gel hydroalcoolique. Il faudrait 2 millions de masques par jour rien que pour les Ehpad, 8 millions arrivent de Chine ! Ça permettra de tenir 4 jours...

**Dans l'industrie**, ou les production ne sont pas utiles aujourd'hui : les salariés ont exercé leur *droit de retrait* pour faire fermer **Peugeot, Renault, Renault Trucks**, les équipementiers automobiles **Valeo, Plastic Omnium, Faurecia**, qui ne respectaient les mesures de protection sanitaire sur les chaînes de production. Ils ont fait reculer les directions qui voulaient faire reprendre le travail, ce qui est insensé !, dès les premiers jours d'avril. Ils ont refusé « *mettre leur vie et celle de leur entourage en danger, reprendre en plein pic d'épidémie!* ».

Ce sont les grèves à répétition, les débrayages qui ont mis à l'arrêt **Safran** (champion français de l'aéronautique et de la défense), **Airbus**, **Dassault Aviation**, **Les chantiers de l'Atlantique** (Saint Nazaire) -qui ont fait prolonger le « confinement » de l'entreprise jusqu'au 20 avril- d'**ArcelorMittal**, de **Toyota**.

### A la Poste

Partout en France, de nombreux bureaux de Poste ont fait jouer leur droit de retrait face à l'épidémie de Covid-19, l'usage massif du droit de retrait, sur l'ensemble du territoire, par les postières et les postiers, témoigne d'une situation catastrophique à la poste qui a été laminée déstructurée pour la mettre au service du capitalisme. La Poste n'a pas vocation de réceptionner et d'expédier les colis d'Amazon, pas plus que le « portage des repas ». La direction de la poste annonce aujourd'hui qu'elle se voit obligée de reprendre les tournés de courrier aux particuliers. Il est indispensable pour cela, qu'elle prenne les dispositions afin d'assurer la santé et la sécurité des personnels, et toutes les mesures qui les préserveront de l'épidémie.

**L'exercice du droit de retrait se multiplie** : chez **Amazon** où plus de 200 salariés ont fait valoir leur droit de retrait, des cas avérés ou suspectés de Covid-19 s'accumulent dans les différents centres, la direction ne change rien pour protéger ses salariés, dans la **Grande distribution** (Carrefour de Vitrolles, après la contamination de 2 salariés. Grève des plateformes de livraison de repas (**Deliveroo**, **UberEats**, etc.) qui demandent l'arrêt de l'activité des plateformes pendant la crise ainsi qu'un revenu de remplacement à hauteur de 100% de la rémunération habituelle.

Les préavis de grève, (du 1<sup>er</sup> au 30 avril), déposés par des syndicats – CGT et Solidaire- de la Fonction publique pour dénoncer leurs conditions de travail sans protection, qui mettent en danger leur santé et leur vie, ainsi que celles de leurs familles.

Cette multiplication d'actions, de luttes qui se développent, a conduit **C. Castaner** à adresser un courrier à tous les préfets pour leur rappeler « *qu'il est impératif que la vie économique de la nation soit la moins impactée possible par la crise sanitaire* ».

Le Président de la CPME a déclaré refusé de faire « *reprendre le travail et d'exposer à nouveau nos salariés à un risque au plus fort de l'épidémie* », ce qui est normal puisque ce ne sont pas des tâches prioritaires.. En réponse, **M. Pénicaud** Ministre du travail a refusé aux PME des Pays de la Loire « *la prise en charge de leurs demandes de chômage partiel au motif qu'elles ne sont pas concernées par l'obligation de fermeture et que le coronavirus n'est pas une raison sérieuse et valable* ».

Le gouvernement pèse chacune de ses décisions. Son plan d'urgence est avant tout de préserver au prix au besoin de la vie des travailleurs les intérêts du capitalisme et des multinationales pour lesquelles se soient en bonne place dans la concurrence internationale que se livrent les capitalistes. Et quand Macron nous appelle à « sauver la nation », c'est le capitalisme qu'il veut sauver.

La lutte des classes continue. On s'est battu avant, on se bat pendant, on se battra après.